



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Intervention de Bruno Le Maire lors des Rencontres de Roissy Meaux Aéroport**

**Meaux – Mardi 17 octobre**

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Mesdames,  
Messieurs,  
Cher Jean-François,

Je suis très heureux de vous retrouver ici à Meaux dans cette salle que je connais bien, où il m'était déjà arrivé de m'exprimer et surtout de retrouver mon ami Jean-François Copé. J'emploie le terme ami, qui est rare en politique parce que ça fait presque 20 ans maintenant que nous travaillons ensemble, que j'ai toujours pu compter sur Jean-François et que je suis admiratif de ce qu'il a fait à la fois comme ministre, comme président de groupe et comme maire de Meaux. Donc je pense qu'on peut l'applaudir pour le travail exceptionnel qu'il a fait et qu'il continue de faire au service de nos compatriotes. Je veux le remercier aussi d'avoir eu cette idée d'organiser ces rencontres qui permettent d'aborder des sujets essentiels pour notre pays de manière sereine, loin des débats et des querelles politiques, pour essayer de poser les grands enjeux qui sont devant nous et y apporter des réponses qui soient les plus claires et les plus valorisantes possible pour notre pays.

La transition écologique, ce n'est un mystère pour personne, est un défi majeur pour notre pays. Je considère que c'est peut-être la chance unique qui nous est réservée d'engager la réindustrialisation du pays et même de l'accélérer après 3 décennies de désindustrialisation de la France. Je rappelle, sans être trop pessimiste, que nous avons multiplié au cours des 3 ou 4 dernières décennies les fautes économiques qui ont entraîné la destruction de 2 millions d'emplois industriels, la fermeture de 600 usines et le passage en 30 ans d'une industrie qui représentait 21 % de la richesse nationale à une industrie qui représente aujourd'hui à peine la moitié, 10 %. Les conséquences de cela, ce sont des ravages sur les territoires, ce sont des usines qui ferment, c'est une culture industrielle qui disparaît, c'est une valeur ajoutée qui se réduit et c'est un appauvrissement français parce que l'emploi industriel, c'est un emploi qualifié, mieux rémunéré que les autres emplois. Donc les ravages de la désindustrialisation ont été massifs sur la nation française.

Moi, j'ai une conviction que je porte depuis des années, depuis que je suis ministre de l'Économie et des Finances : la France doit redevenir une grande nation de production, pas une nation de consommateurs, une nation de production, qui a des exploitations agricoles, qui a des usines, qui a des technologies, qui innove et qui crée de la valeur ajoutée, de telle sorte que les exploitants agricoles ont des revenus, les salariés ont des revenus, les ingénieurs



et le pays s'enrichit. Redevenir une nation de production. Voilà pour moi la destination qui doit être la destination française.

De ce point de vue-là, je le redis, la transition écologique est une opportunité formidable. Alors, il y a deux façons de voir la transition écologique. Il y a ceux qui vous disent : écoutez, c'est un tel désastre qu'il faut revenir à l'âge de pierre. On abandonne les innovations, on abandonne la croissance, on abandonne les emplois, on abandonne les usines, on condamne les exploitations agricoles à la fermeture en les laissant dans des impasses techniques et technologiques qu'ils ne pourront pas affronter. Alors vous n'aurez pas le droit d'employer tel phytosanitaire, mais en revanche, on doit importer des fruits et des légumes venus d'autres pays qui utilisent ces produits phytosanitaires. Cette voie de la décroissance, c'est un suicide collectif. Elle ne peut pas être retenue sérieusement par quelques responsables politiques sérieux que ce soit. La décroissance est l'appauvrissement.

La décroissance, c'est la querelle de tous contre tous. La décroissance, c'est moins de sciences, moins de médecine, moins d'hôpitaux, moins de soins. La décroissance, c'est moins de voyages, moins d'ouverture. La décroissance, c'est moins de culture. La décroissance, c'est moins de société. La décroissance, c'est l'individu replié sur lui-même qui n'a plus les moyens de vivre dignement et correctement. La décroissance d'aujourd'hui prépare la violence de demain. Voilà ma conviction profonde.

À l'inverse, une croissance raisonnée, celle que nous proposons avec le président de la République, c'est celle qui doit nous permettre de redevenir une grande nation de production, mais avec un objectif encore plus ambitieux : une action de production décarbonée. Voilà moi, l'objectif que je fixe pour 2040 : que la France soit la première économie décarbonée de l'Union Européenne. Nous avons commencé à le faire en revenant à ce qui est le premier avantage compétitif de la France.

Avoir une électricité décarbonée, abordable partout sur le territoire, ça a un nom, ça s'appelle l'énergie nucléaire. Quelle drôle d'idée, quelle folie a pu nous passer par la tête de vouloir à un moment donné renoncer à ce qui était l'atout compétitif numéro un du pays ? Qu'est-ce qui nous a contaminés tous collectivement pour que tout d'un coup, on se soit dit « Tiens, dans le fond, on a quelque chose qui marche très bien, l'énergie nucléaire. On a une technologie avancée, l'EPR. On a de l'électricité décarbonée à bas coût, mais je vais vous dire, on va l'abandonner ». Quand je parle de suicide collectif avec la décroissance, je vise tous ceux qui nous ont entraînés vers l'abandon de nucléaire, tous ceux qui ont voulu nous faire croire que le nucléaire n'était pas la bonne option, alors que tout montre aujourd'hui qu'il



LA FRANCE DÉFEND L'INDUSTRIALISATION ET PAS DE SUCCÈS DANS LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE SANS L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

Donc, développons l'énergie nucléaire. C'est la base de notre succès pour demain être la première économie décarbonée en Europe. Alors, ça ne plaît pas à certains de nos partenaires, y compris certains qui nous sont proches. Je pense à mes amis allemands, Dieu sait, chacun le sait, que je suis proche de l'Allemagne et que j'ai toujours considéré que le couple franco-allemand était décisif pour entraîner l'Europe. Mais dans un couple, parfois, il y a des désaccords. Je ne dis pas ça pour Jean-François et Nadia, bien entendu. Ils forment un couple heureux, Dieu soit loué. Mais dans le couple franco-allemand, il y a un désaccord, il s'appelle le nucléaire. Assumons le désaccord. Je le redis ici, à cette tribune, au moment où on est en train de se négocier l'accord sur le futur marché européen de l'énergie, l'énergie nucléaire française n'est pas négociable. Nous la garderons, nous la développerons et nous continuerons d'en faire un atout compétitif majeur pour notre économie et pour notre industrie.

Nous voulons développer avec le président de la République six nouveaux EPR. Nous voulons continuer à innover dans les technologies de pointe de demain. Nous voulons faire partie des grandes nations qui pourront proposer des réacteurs modulaires de plus petite taille qui seront plus facilement adaptables au mode de consommation actuel. Nous garderons notre nucléaire, nous le développerons. Les ménages français, comme les entreprises françaises, paieront demain l'électricité à son coût moyen de production et pas au coût marginal d'ouverture d'une centrale à gaz dans l'est de l'Europe. Voilà ce que nous défendons et en général, quand nous défendons quelque chose, avec la majorité et le président de la République, nous tenons parole. Je préfère le dire calmement mais fermement.

Deuxième grande orientation, celle qui nous occupe aujourd'hui, celle de l'hydrogène. C'est le mérite d'être dans les fonctions que j'occupe depuis maintenant très longtemps. J'ai vu toutes les étapes par lesquelles nous sommes passés sur l'hydrogène. Déjà, on a réaffirmé sur le nucléaire, la base.

Ensuite, on s'est dit, il faut qu'on développe d'autres options. L'hydrogène, je me souviens d'un premier conseil européen sur le sujet en 2017, tout le monde avait des doutes. Nous, les premiers. On se disait « mais est-ce que ça ne va pas être trop cher ? Est-ce que c'est vraiment une technologie porteuse d'avenir ? Faut-il vraiment s'engager dans cette voie qui est très coûteuse ? » Étant à la fois ministre de l'Économie et ministre des Finances quand je dépense



Industrie de demain, je me demande, est-ce que c'est vraiment utile pour nos finances ?  
Ça doit rapporter demain, ça doit être un bon investissement.

Je veux rendre hommage à tous les industriels qui se sont engagés dans cette voie et nous ont convaincus que c'était la bonne option. Je pense à Guillaume Faury, le président d'Airbus qui, je crois, participera à vos travaux. Je pense aux présidents successifs d'EDF. Je pense au président d'Air Liquide, l'ancien président, Benoît Potier qui nous a beaucoup poussés dans cette voie-là. Je pense à certains constructeurs automobiles qui nous ont dit : « ça vaut le coup », y compris pour les transports de marchandises plus lourds. Je pense au président de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, les trains hydrogènes, ça fait partie de l'avenir de la SNCF.

D'ailleurs, je dis au passage qu'une grande nation a de grands champions industriels et que plutôt que de critiquer matin, midi et soir nos grands champions industriels, nous ferions bien de nous féliciter d'en avoir autant, car c'est eux qui fixent la voie, qui nous permettent de savoir si une technologie est rentable ou ne l'est pas. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'en matière de mobilité pour le maritime, le routier, le ferroviaire et l'aérien, l'hydrogène était une bonne option. Nous avons donc décidé d'apporter 2 milliards d'euros au projet d'intérêt collectif européen pour le développement massif d'une offre en France. Et ça, c'est l'autre pilier de notre stratégie : consolider la base, le nucléaire, ouvrir vers une autre énergie, l'hydrogène, mais le faire en France, sur le territoire français, avec des usines françaises.

Moi je dois dire, comme Jean-François, que j'en ai assez d'entendre dire : « mais c'est super, vous investissez, ça va permettre de développer une usine de tel grand groupe français au Japon, en Chine ou aux États-Unis ». Mais je ne suis pas là pour développer des usines au Japon, en Chine ou aux États-Unis. Je suis là pour développer des usines et des emplois sur le territoire français, dans les départements français pour nos compatriotes français.

Je me suis assuré que ces 2 milliards d'euros iraient bien au développement d'outils de production en France : symbio, hydrogène de France pour les piles à combustible, des composants essentiels comme les réservoirs et les membranes avec Forvia, Arkema, Plastic Omnium, Michelin, que vous connaissez tous et puis la recherche et l'industrialisation du véhicule hydrogène clé en aval avec I-VIA pour les véhicules utilitaires légers et Alstom pour les trains, puisque Alstom développe déjà des trains à l'hydrogène, ce qui représente déjà 5 700 emplois industriels directs créés uniquement dans le secteur de l'hydrogène.

Nous avons également lancé un appel à projet qui s'appelle Écosystèmes territoriaux de l'hydrogène dans le cadre de France 2030 avec des mobilités hydrogène routières : 1,2



l'investissement, 3 000 véhicules hydrogène avec un objectif de moyen terme : produire un hydrogène à prix compétitif, c'est-à-dire comparable à ce qui peut se faire aux États-Unis.

C'est le troisième volet de la compétition sur l'industrie verte et l'industrie décarbonée. Nous ne sommes pas tout seuls. Ce qui est un point qu'on oublie parfois en France, un sentiment qu'il y a l'Hexagone et puis qu'il n'y a rien ailleurs à travers la planète. Mais je vais vous faire une grande révélation. Il y a des compétiteurs qui sont souvent féroces en matière économique. Donc il ne suffit pas de développer le nucléaire, de développer l'hydrogène. Il faut aussi regarder quels sont les avantages compétitifs de nos voisins et ce qu'ils font. Quand Monsieur Biden annonce avec son Inflation Reduction Act qu'il va subventionner massivement l'industrie verte et faire venir chez lui des grands industriels, notamment dans la production d'hydrogène vert, nous avons pris la décision, avec le président de la République, d'être le premier État à faire la même chose, à mettre en place des crédits d'impôt pour l'industrie verte, ce qui fait que quand un investisseur vient en Europe et cherche un endroit où s'installer en se disant où est-ce que j'aurai le coût de l'énergie le moins cher ? Il se dit : c'est en France, où est-ce que j'aurais des subventions comparables à celles que je peux trouver aux États-Unis ? C'est en France également. C'est comme cela que qu'on devient la nation la plus attractive pour les investissements étrangers en Europe sur l'hydrogène, sur l'industrie verte et sur l'industrie tout court.

Enfin, tout dernier point, il faut que nous puissions développer cette application de l'hydrogène à l'ensemble des mobilités, y compris la mobilité aérienne. Je sais que là encore, je vais tordre le coup à un certain nombre de discours que j'entends, on nous expliquerait que l'avion c'est fini, que ça consomme trop de carburant ou que ça émet trop de CO<sub>2</sub>. Mais on peut toujours tenir ce discours-là ; comme disait l'autre : les faits sont têtus et les faits, c'est que le transport aérien explose dans le monde. Les faits c'est que le transport aérien explose en Inde et en Chine. Les faits, c'est que lorsqu'on a une des premières compagnies si ce n'est la première compagnie de production aéronautique au monde qui s'appelle « Airbus », on ne va pas torpiller l'aérien alors que c'est la première source de revenus dans notre balance commerciale extérieure.

Enfin, quelle autre nation aurait cette idée lunaire ? Il n'y a pas d'autre mot que de se dire : j'ai un champion, l'aéronautique. Eh bien, je vais expliquer que l'aéronautique, c'est fini. On peut aussi expliquer que le vin, c'est fini dans le pays de Bordeaux ou de Bourgogne, mais ça me paraît une option à oublier le plus rapidement possible. Défendons le secteur aéronautique, défendons le secteur aérien et la décarbonation de l'aérien plutôt que la disparition de l'aérien. Je rappelle, pour donner un chiffre assez illustratif, que le plus gros



commerce extérieur qui ait jamais été signé depuis plusieurs décennies, c'est le contrat qu'Airbus a signé avec la compagnie indienne Indigo pour la livraison de 500 appareils Airbus A321 pour un montant de 60 milliards d'euros.

Le ministre des Finances et le contribuable français ne peuvent pas se passer de 60 milliards d'euros de contrats pour un contrat aéronautique. Alors bien sûr, il faut le décarboner. Comment est-ce que l'on fait ? D'abord, avec une filière de carburant plus économe, les fameux carburants SAF sur lesquels nous travaillons.

En deuxième lieu, c'est la meilleure illustration de ce que la croissance, l'innovation et la décarbonation vont ensemble, avec des nouveaux outils et des nouvelles technologies. Vous allez recevoir, je crois, prochainement le président de Safran qui vous expliquera comment est-ce qu'il construit des moteurs qui sont sans nacelle. Il faut aller les voir, c'est beaucoup plus illustratif que n'importe quel discours. Les nacelles, vous savez, ce n'est pas les berceaux, c'est des coques qui entourent les moteurs et qui entourent les pales qui sont ce qui dirige les flux d'air à travers le moteur. Safran a eu cette idée absolument géniale de supprimer la coque pour que les pales soient directement au contact de l'air et que les flux s'acheminent plus rapidement vers l'arrière. 30 % d'économies de carburant par cette seule technologie absolument révolutionnaire. Ça c'est vraiment la France. La France qui donne, la France qui a des idées, la France qui a des ingénieurs, qui investit, qui décarbone et qui arrive à damer le pion à ses concurrents aéronautiques.

Enfin, le dernier enjeu, c'est l'utilisation de l'hydrogène avec un avion totalement hydrogène. Alors, soyons très concrets et très honnêtes. On ne fera pas de Paris-Singapour en avion à hydrogène demain et ce sera probablement réservé à des distances plus courtes, de l'ordre de 1 000 kilomètres, parce que la pile à combustible est lourde et que par conséquent, le transport ne pourra pas se faire sur une distance aussi longue au moins dans un premier temps. Mais rien que pour ça, ça vaut le coup. Si je rends hommage à Guillaume Faury, c'est que je me souviens très précisément des échanges que nous avons eus ensemble avec lui, avec le président de la République, pour savoir si nous nous engageons dans cette voie. Évidemment, il s'engage dans cette voie si vous apportez des subventions et des aides pour rentabiliser l'investissement au départ. Il nous a convaincus que l'Europe pouvait être le premier continent de la planète à avoir des avions à hydrogène. Il nous a convaincus que la France pouvait être le premier État en Europe à commencer à produire ses avions hydrogène.

Moi, j'ai toujours préféré la France en tête, que la France derrière. La France devant qui montre le chemin plutôt que la France qui suit le mouvement. Je considère qu'avec l'avion à hydrogène, nous pouvons renouer avec cet esprit français, un esprit de conquête où nous



seules premières nations de la planète à produire un avion à hydrogène capable de tenir une distance de 1 000 kilomètres dans des conditions de sécurité absolue.

Voilà le défi que nous devons nous fixer et voilà le défi que nous allons relever tous ensemble. Vous voyez donc, et je termine par ces quelques mots, qu'au-delà de l'hydrogène, se joue quelque chose de beaucoup plus important qui est de savoir quelle place la France va occuper en Europe et parmi les autres nations du monde. Ce que dans le fond, pour prendre une expression un peu familière mais qui est tout à fait appropriée à la France, « on a déjà plié les gaules », rangé justement la gaule dans un coin en disant voilà cette vieille grande nation qui avait une si belle histoire, qui avait tant d'ingénieurs, qui était en tête des véhicules thermiques et de l'industrie automobile au 20ème siècle, qui a été en tête des grandes nations énergéticiennes avec le nucléaire dans les années 80 et 90, qui était en tête de l'aéronautique, en tête du spatial, du satellitaire, de la communication ; dans le fond serait à ranger au rang des accessoires, petite, repliée sur elle-même, pleine de doutes, anxieuse et se rattachant à des idées qui, dans le fond, ne sont pas vraiment les siennes : la décroissance, le repli sur soi, l'absence totale d'esprit de conquête et, dans le fond, l'incapacité à croire en l'avenir.

Où est-ce que nous retrouvons ce que nous sommes fondamentalement, nous Français, un peuple d'audace, un peuple de scientifiques, un peuple de raison et pas de passions délirantes, un peuple qui a confiance en lui, un peuple qui sait qu'il est un des plus vieux de la planète et que c'est pour ça qu'il a encore de l'avenir devant lui. Un peuple qui est capable de franchir des barrières technologiques en se disant qu'il n'y a pas de barrière technologique qu'on ne puisse franchir avec un peu d'intelligence et avec un peu de détermination. Un peuple qui sait qu'en matière économique et d'énergie, c'est la clé parce que rien ne tourne sans énergie, mais que ces énergies doivent être décarbonées et produites par nous-mêmes, qu'il faut abandonner le fossile, que nous ne produisons pas, qui est coûteux, cher et menacé par des crises géopolitiques pour aller de plus en plus vers des énergies décarbonées comme le nucléaire, l'hydrogène, les énergies renouvelables ou évidemment la sobriété. Moi, c'est en cette France-là que je crois.

Je vais profiter de ce qu'a organisé Jean-François, ici à Meaux, pour vous dire que derrière l'hydrogène se joue au fond une certaine idée de la nation française : une nation de scientifiques, d'ingénieurs, de conquête qui veut sans cesse repousser les limites du possible et qui sait qu'elle a encore toute sa place parmi les grandes nations du 21ème siècle.





MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Merci à tous et merci à Jean-François de son accueil et de l'organisation.

Je vous remercie.